

CONTRAT DE LOCATION

Numéro de contrat

LE LOUEUR	LE LOCATAIRE
Raison sociale :	Raison sociale : BERTRANDJW / TAVOLA
M2M FINANCEMENT Immeuble «Le Delta» 1 Allée de l'Electronique 42000 SAINT-ETIENNE Tél. 04 77 49 32 70 - Fax 04 77 33 37 18	Adresse du siège : 17 ROUTE DE BOUZE 21420 SAVIGNY LES BEAUNE
	N° SIREN : 794483388
Représenté par :	Représenté par : JEROME BERTRAND
	En qualité de : GERANT
Ci-après désigné : Le "Loueur"	Ci-après désigné : Le "Locataire"

Le Locataire déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales de Location d'Equipements Professionnels, et il convient avec le Loueur, des Conditions Particulières ci-après :

ARTICLE 1 : DÉSIGNATION DU MATERIEL

Le Loueur passera commande au Fournisseur ci-dessous désigné (le "Fournisseur") du matériel ci-après (le "Materiel"), choisi directement par le Locataire et que celui-ci s'engage à prendre aux conditions particulières suivantes:

Désignation du matériel	Quantité
CAMERAS	3
ENREGISTREUR	1

Nom et adresse du fournisseur : ARGE – 16 Rue du Golf – 21800 Quetigny

SB

Conditions Générales de Location

Article 1 – Définitions

- 1.1. Comité des Engagements désigne le groupe de personnes chargées par le Loueur d'examiner la capacité financière du Locataire ainsi que les conditions économiques du contrat de location à signer.
- 1.2. Durée Initiale de location désigne la durée de la location telle que fixée dans les Conditions Particulières pour une durée minimale et irrévocable en nombre entiers de mois, trimestres, semestres ou années, sans préjudice de l'application des articles 9 et 14 ci-après.
- 1.3. Équipement désigne individuellement ou collectivement le matériel – au sens le plus large du terme (y compris ses accessoires) – accompagné, le cas échéant, des logiciels et des services accessoires associés à ces matériels.
- 1.4. Fournisseur désigne, individuellement ou collectivement, le constructeur et/ou le fournisseur de l'Équipement et/ou l'éditeur de logiciels et/ou le prestataire en charge des prestations accessoires que le Locataire choisit librement.
- 1.5. Etablissement Cessionnaire désigne tout établissement agréé en qualité d'établissement de crédit ou de société de financement, ou toute autre entité à qui le Locateur décide de céder ses droits et obligations découlant du contrat.

Article 2 – Objet et validité

2.1. Le Contrat, constitué des présentes Conditions Générales et des Conditions Particulières, a pour objet la location d'Équipement dont la désignation figure aux Conditions Particulières. Le Contrat annule et remplace tous les accords antérieurs, écrits ou verbaux, se rapportant aux Équipements.

2.2. Les présentes Conditions Générales et les Conditions Particulières qui l'accompagnent constituent une simple offre de contracter de la part du Locateur et ne pourront valablement l'engager qu'après avoir été signées ou contre-signées par un mandataire social du Loueur en exercice au jour de la signature ou par toute personne habilitée à cet effet, après approbation du Comité des Engagements du Loueur, et ce par dérogation à l'article 1121 du Code civil. La signature par le Locataire des présentes Conditions Générales et des Conditions Particulières de location qui l'accompagnent constitue un engagement ferme et définitif de sa part. Cependant, si le Locuteur ne fait pas connaître son accord dans un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la réception par ses soins des Conditions Générales accompagnées des Conditions Particulières, le Locataire pourra, après mise en demeure adressée au Locuteur par lettre recommandée avec Avis de Réception se détracter sans qu'aucune indemnité ne soit due des deux de part et d'autre, si le Locuteur n'a pas renvoyé au Locataire le Contrat signé, par lettre recommandée avec Avis de Réception, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure.

2.3. Toute stipulation modifiant les clauses et conditions du Contrat devra être revêtue de la signature d'une personne dûment habilitée à cet effet. Le Locuteur ne sera en aucun cas engagé par un document qui ne serait pas signé par une personne habilitée. Les agents commerciaux du Loueur n'ont pas qualité à l'engager.

2.4. Si plusieurs personnes physiques ou morales agissent ou sont présentées en tant que Locataire, chacune d'entre elles s'engage solidialement pour la totalité. La remise totale ou partielle de la dette ou des obligations d'un des codébiteurs solidaire par le Loueur ne libère pas pour autant les autres co-débiteurs de leurs obligations à l'égard du Loueur.

Article 3 – Choix de l'Équipement

Le Locataire a choisi librement, sous sa seule responsabilité, l'Équipement ainsi que le Fournisseur, en fonction des qualités techniques requises, du rendement souhaité et de ses propres besoins d'utilisation. Il s'est déterminé, en considération des impératifs qui lui sont propres, sans aucune intervention du Loueur qu'il exonère de toute responsabilité en matière de conseil sur le choix de l'Équipement loué. Il reconnaît avoir pris connaissance des spécifications techniques et des modalités d'exploitation préalablement à la location et reconnaît que les caractéristiques techniques et fonctionnelles de l'Équipement répondent à ses besoins actuels, et à ceux qu'il peut raisonnablement prévoir rencontrer pendant la durée du Contrat. Par dérogation à l'article 1721 du Code Civil, le Loueur ne pourra être tenu responsable des vices cachés ou défauts de l'Équipement, ni des dommages directs ou indirects en résultant, à l'exception de ceux causés par la négligence ou la malveillance du Loueur. En particulier, le Locataire ne pourra prétendre à aucune réduction de loyer en cas de fonctionnement défectueux de l'Équipement. Il agira dans ce cas décrété à l'article 12 ci-après. Il en sera de même, le cas échéant, par dérogation à l'article 1724 du Code Civil, même si l'Équipement était hors d'usage pendant plus de quarante (40) jours.

Article 4 – Livraison, Installation et réception de l'Équipement

4.1. L'Équipement est livré au lieu et à la date qui ont été convenus directement entre le Locataire et le Fournisseur préalablement aux présentes et sans nécessaire intervention du Loueur. Si ces informations figurent dans les Conditions Particulières, il ne s'agit pas d'indication, étant entendu que la responsabilité du Loueur ne saurait en aucun cas être engagée en cas de retard de livraison dès lors que ce retard ne lui est pas imputable et dans tous les cas, le Loueur ne saurait être tenu à une quelconque indemnisation.

4.2. En cas de vente d'un Équipement par le Locataire au Loueur (Sale & Lease Back), le Locataire garantit que l'Équipement cédé au Loueur en vue de la présente location est conforme au descriptif qui figure aux Conditions Particulières et qu'il est localisé sur les sites décris au Contrat. Le Locataire certifie qu'à jour de la vente, il est seul propriétaire de cet Équipement, que ce dernier est libre de toute charge, sûreté ou privilège, et que rien n'empêche donc sa vente au Loueur. Si cet Équipement a déjà fait l'objet d'un financement, d'une location ou d'un leasing, le Locataire certifie qu'à la date de sa vente au Loueur, toutes les obligations à l'égard de la société de financement, de location ou d'un leasing, le cas échéant, qui a rempli toutes ses obligations à l'égard de l'Équipement, le Locataire certifie que l'Équipement ne fera pas l'objet d'un autre contrat de location sous toute forme que ce soit avec un tiers. A la demande du Loueur, le Locataire lui transmettra une copie de toutes ses factures d'achat ou preuve de leur paiement, ou, à défaut, le Locataire fournira une attestation de son commissaire aux comptes confirmant les informations qui précèdent, selon un modèle que lui fournira le Loueur. Le Locataire accepte que le Loueur ne lui fasse le prix d'achat de l'Équipement qu'après avoir reçu ces documents. Le Loueur se réserve la faculté de faire procéder à tout moment, que le Locataire accepte expressément, à un audit physique, de tout ou partie de l'Équipement racheté, moyennant le respect d'un préavis minimum de cinq (5) jours ouvrés. En conséquence, le Locataire s'engage à permettre aux personnes mandatées par le Loueur à cet effet, l'accès à ses locaux, aux horaires habituels d'ouverture.

4.3. L'Installation de l'Équipement est assurée par le Fournisseur aux conditions convenues avec le Locataire. Le Loueur n'assume aucune responsabilité à cet égard, sauf s'il est lui-même Fournisseur. Le Locataire devra prendre en temps utile toutes les dispositions éventuellement nécessaires au fonctionnement de l'Équipement avec le Fournisseur.

4.4. S'agissant d'Équipement dont l'Installation est laissée par le Fournisseur à l'initiative du Locataire, tels que les matériaux « Customer set up » d'IBM, la livraison s'entend de la remise physique de l'Équipement à l'adresse du Locataire. Pour l'Équipement autre que « Customer set up », la livraison a lieu à l'Installation, étant précisé que l'Installation de l'Équipement doit être effectuée huit (8) jours au plus tard après la remise physique de l'Équipement. Par exception, la livraison a lieu à la date du transfert de propriété de l'Équipement au Loueur pour l'Équipement objet d'une opération de « Sale & Lease back » visée à l'article 4.2 ci-dessus.

4.5. A la livraison de l'Équipement, telle que définie à l'article 4.4 ci-dessus, le Locataire est tenu de compléter et de signer (manuellement ou électroniquement) sans délai, un procès-verbal de réception sans réserve constatant la conformité de l'Équipement loué à la description figurant dans les Conditions Particulières, à ses spécifications ainsi qu'à son bon fonctionnement. En cas de défaut de conformité ou de mauvais fonctionnement de l'Équipement, il appartient au Locataire d'en aviser sans délai le Fournisseur et le Loueur et de dresser un procès-verbal de refus. Dans ce cas, il est expressément convenu entre les parties que le Loueur ne paiera pas l'Équipement et que le Locataire prendra toutes les mesures ou actions nécessaires conformément aux dispositions de l'article 12.2 du Contrat.

4.6. Le Locataire s'engage à adresser immédiatement au Loueur un exemplaire original du procès-verbal de réception sans réserves ou, selon le cas, du procès-verbal de refus indiquant les causes du refus. La notification d'un procès-verbal de réception autorise le Loueur à considérer que l'Équipement est en tout point conforme à la commande, exempt de vices apparents et en bon état de fonctionnement.

4.7. A défaut pour le Loueur d'avoir reçu un procès-verbal de réception dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception physique de l'Équipement chez le Locataire pour la totalité de l'Équipement objet des Conditions Particulières, ou, en cas de livraison échelonnée de l'Équipement, dans un délai de trois (3) mois à compter de la remise physique du premier élément de l'Équipement, le Loueur se réserve le droit :

- soit d'annuler le Contrat, de plein droit si le Locataire ne lui adresse pas un procès-verbal de réception pour l'ensemble de l'Équipement objet des Conditions Particulières dans un délai de sept (7) jours après une mise en demeure adressée par le Loueur au Locataire par lettre recommandée avec Avis de Réception. Dans ce cas, le Locataire remboursera au Loueur toutes les sommes éventuellement payées par le Loueur au Fournisseur majorées des intérêts calculés au taux de 1,5% par mois, sans préjudice du recours éventuel du Locataire à l'encontre du Fournisseur ;

- soit de limiter le démarque de la Durée Initiale de location à l'Équipement pour lequel il aura reçu un procès-verbal de réception en bonne et due forme et d'annuler partiellement le Contrat pour la location des autres Équipements. Dans ce cas (i) le loyer dû sera révisé d'un commun accord entre les parties et (ii) le Locataire remboursera au Loueur toutes les sommes éventuellement payées par le Loueur au Fournisseur pour l'Équipement non réceptionné majorées des intérêts calculés au taux de 1,5% par mois, sans préjudice de recours éventuel du Locataire à l'encontre du Fournisseur.

Les dispositions du présent article 4.7 ne font pas obstacle à l'application de l'indemnité prévue à l'article 14 a) 1 du Contrat quand l'absence de réception de l'Équipement ne résulte pas d'un manquement du Fournisseur.

Article 5 – Date d'effet et durée de la location

5.1. La location de l'Équipement prend effet au fur et à mesure de leur livraison telle que définie à l'article 4.4 ci-dessus, toutefois s'agissant de l'Équipement déjà en service chez le Locataire, la location prend effet à la date d'achat de ceux-ci par le Loueur. Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des articles 4.6 ci-dessus, 5.3 et 6 ci-après.

5.2. La Durée Initiale de Location est fixée dans les Conditions Particulières.

5.3. La Durée Initiale de la location commence à courir les 1, 10, 20 ou fin de mois de la période spécifiée aux Conditions Particulières, suivant que la réception aura été constatée dans la première, seconde ou troisième décade du mois. Cette révocation est calculée pour chaque Équipement en fonction de sa valeur d'acquisition par le Loueur par rapport à la valeur d'acquisition de la totalité de l'Équipement désigné dans les Conditions Particulières, en appliquant un prorata temporis sur la base du montant du loyer défini aux Conditions Particulières (en cas de loyers variables ou de périodicité autre que mensuelle, le loyer moyen mensuel sur la durée de la location sera retenu).

Article 6 – Loyers – Modalités de règlement

6.1. Le montant des loyers est indiqué aux Conditions Particulières. Les loyers sont fixes et non révisables pendant toute la Durée Initiale de location sous la seule réserve qui s'imposerait par suite de la variation du taux de TVA ou en général du régime fiscal de l'opération. Le Loueur a toutefois le droit d'ajuster les loyers en cas de variation du prix d'achat de l'Équipement entre le moment de la conclusion des Conditions Particulières et celui de la livraison de l'Équipement.

6.2. Le loyer a été négocié entre les parties. Il est forfaitaire et n'est pas nécessairement représentatif de la seule valeur de marché de l'Équipement loué. Il peut aussi refléter les flux financiers ou économiques de contrats de location antérieurs. Dans ce cas, le Locataire reconnaît avoir été pleinement informé des montants repris dans le cadre du Contrat et ce, préalablement à sa signature.

6.3. Les loyers et les révocations de mise à disposition sont payés terme à échoir selon la périodicité indiquée dans les Conditions Particulières le premier jour de la période retenue. Les loyers et les révocations de mise à disposition sont portables et non querribles.

6.4. Les loyers et/ou révocations mentionnés aux Conditions Particulières sont hors taxes et peuvent être facturés par voie électronique. A cet effet, le Locataire transmet au Loueur, au moment de la signature du Contrat, l'adresse mail nécessaire à la mise en place de la facturation électronique.

6.5. A l'exception des révocations de mise à disposition qui peuvent être payées par chèque ou par virement sur le compte bancaire du Loueur, les loyers sont payés par prélèvement automatique sur un compte bancaire désigné par le Locataire. A cet effet, le Locataire signe deux mandats de prélèvement SEPA (un pour ATLANTE FRANCE et l'autre pour l'Etablissement Cessionnaire), selon le modèle remis par le Loueur, par lequel il autorise l'un ou l'autre à prélever le loyer et/ou la révocation et plus généralement toutes sommes dues au titre du Contrat. Les parties conviennent que le délai de pré-notification est fixé dans le mandat de prélèvement SEPA. A défaut d'indication de ce délai dans le mandat de prélèvement, les parties conviennent que la pré-notification des prélèvements par le créancier sera faite au plus tard deux (2) jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat SEPA est donné par le Locataire en référence, il est utilisable pour les autres contrats signés par le Locataire avec le Loueur. A défaut de maintien du paiement par avis de prélèvement, les loyers indiqués dans les Conditions Particulières seront de plein droit et immédiatement majorés de 1,50%.

6.6. Le Locataire reconnaît que son obligation de payer les loyers et toutes autres sommes dues au titre du Contrat est absolue et inconditionnelle. Le Locataire renonce expressément à tous droits de rétentions, réduction, réclamation et/ou compensation des loyers ou autres sommes dues en vertu du Contrat qu'il pourra opposer au Loueur pour quelque cause que ce soit.

6.7. Le Locataire ne pourra se prévaloir d'un quelconque dysfonctionnement de l'Équipement, objet du contrat ou de la non-évaluation des solutions techniques attendues pour arrêter le paiement des loyers du Contrat et s'engage dès à présent à régler les loyers dans leur intégralité.

6.8. En cas de retard dans le paiement de toute somme due par le Locataire, le Loueur a la faculté d'exiger le versement d'une indemnité de retard de 1,50% des sommes dues par mois à compter de la date d'indisponibilité. Tout remboursement sera facturé au Locataire. Il sera facturé une indemnité forfaitaire minimum de quarante (40) euros pour le recouvrement des sommes payées avec retard. Nonobstant cette indemnité, le Loueur bénéfice du droit, le cas échéant, de se faire rembourser, en tout état de cause les frais engagés pour tout rappel d'échéance.

6.9. Le Locataire reconnaît que le traitement comptable et fiscal relatif au Contrat relève de son entière responsabilité. Toute indication qui serait donnée par le Loueur à ce sujet ou par un membre de son personnel est purement indicative, et ne saurait en aucun cas donner lieu à une quelconque responsabilité du Loueur.

Article 7 – Frais accessoires

7.1. Tous les frais accessoires, nécessaires à la mise en service ou l'utilisation de l'Équipement sont à la charge du Locataire. Ils comprennent, entre autres, sans que cela soit limitatif, les frais de transport, de livraison, de levage, d'installation et de connexion.

7.2. Sauf dérogation expresse, les logiciels (c.à.d. les programmes informatiques) et en particulier le(s) logiciel(s) d'application ne font pas partie de la location. Sont pour les besoins de la présente disposition, assimilés aux logiciels, tous autres éléments immatériels, propriétés ou droits de propriété intellectuelle, nécessaires pour permettre l'utilisation de l'Équipement ou complémentaires à ceux-ci. En toute hypothèse, même si le Loueur a accepté de calculer le loyer en y incluant le coût de la mise à disposition, sous forme de droit d'usage ou sous toute autre forme, de logiciels, il est précisé que :

a) ceux-ci ont été choisis sous la seule responsabilité du Locataire ;
b) le Locataire s'engage, sous sa seule responsabilité, à obtenir, le cas échéant, l'autorisation écrite de transférer au Loueur ou à ses ayants-droits tous les droits sur les logiciels. Cette autorisation écrite émanera des tiers titulaires de ces droits, qui seront eux-mêmes habilités à les transférer en vertu de brevets, copyrights ou autres droits intellectuels ;

c) leur utilisation demeure régie par les normes imposées par le titulaire des droits de propriété intellectuelle, que le Locataire s'oblige à respecter, à l'entière charge du Loueur et de ses ayants-droits, qui garantit contre tous recours des titulaires de ces droits ou de tout autre tiers, que l'indemnisation le cas échéant de toute conséquence dommageable de pareils recours ;

d) le Loueur est expressément dégagé de toute obligation de garantie de garantie d'éventuels vices ou défauts relatifs à la conformité, au fonctionnement ou aux performances de ces logiciels, même si ces vices et défauts sont découverts au cours de la location ;

e) sauf négligence ou malveillance du Loueur, le Locataire reste en toute circonstance tenu au paiement de la totalité des redevances liées aux logiciels.

7.3. De la même façon, les prestations accessoires à la mise à disposition de l'Équipement qui pourraient être intégrées par le Loueur dans le cadre du Contrat à la demande du Locataire sont réalisées par un prestataire choisi sous la seule responsabilité du Locataire. Le Loueur ne saurait en aucun cas être responsable de l'exécution des prestations et le Locataire renonce à se prévaloir à l'endroit du Loueur de toutes les exceptions qu'il pourra opposer au prestataire et s'interdit de retenir de quelque manière que ce soit les sommes dont il est débiteur vis-à-vis du Loueur ou de différer tout paiement devant être effectué au titre du Contrat. De même, cette intégration ne conduit, de convention entre les parties, à aucune indivisibilité de ces prestations accessoires avec l'obligation de mise à disposition de l'Équipement, quand bien même il n'y aurait qu'un loyer global. En conséquence, le Locataire reconnaît faire son affaire personnelle de toute défaillance du prestataire de ces services accessoires et s'interdit de solliciter à ce titre la résiliation éventuelle du Contrat.

Article 8 – Entrainement, réparation, exploitation

8.1. La fourniture du courant électrique, l'aménagement des locaux, les accessoires et les éléments complémentaires nécessaires, incombe au Locataire. A cet effet, il doit notamment s'informer ultérieurement, en temps opportun, auprès du Fournisseur de l'Équipement et se conformer à ses indications. L'Équipement doit être installé en un local permettant son bon fonctionnement, conservation et entretien.

8.2. Le Locataire s'engage à maintenir, à ses frais et pendant toute la durée de la location, l'Équipement en bon état de fonctionnement et à se conformer à toutes les instructions et directives communiquées par le Fournisseur concernant son utilisation. En particulier, sans que cela limite son obligation générale ci-dessus, le Locataire devra souscrire un contrat de maintenance avec le Fournisseur, ou une société de maintenance agréée par le Loueur, pendant toute la durée de la location pour les risques non couverts par la garantie du Fournisseur et pour la durée de cette garantie pour la durée de location restant à courir pour l'ensemble des risques.

8.3. A la demande du Loueur, le Locataire fournira une copie des conditions de garantie et du contrat de maintenance au Loueur. Pour l'Équipement faisant l'objet d'une certification du Fournisseur de type MSQ d'IBM, il est expressément convenu que si le Locataire décide de souscrire un contrat de maintenance avec une société tierce autre que le Fournisseur, le Locataire s'engage à prendre à charge tous les frais, quels qu'ils soient, engagés afin que la société de maintenance qu'il a choisie puisse accepter l'Équipement sous contrat.

8.4. Le Loueur n'est pas le Fournisseur et n'assurera pas l'entretien et la maintenance, ne pourra être tenu responsable en cas de défaillance, de mauvais fonctionnement ou de dommages causés par l'Équipement. Par dérogation express aux dispositions de l'article 1724 du Code Civil, le Locataire renonce à toute indemnité et droit à réclamation vis-à-vis du Loueur, sauf bénéfice de la garantie du Fournisseur et cour réserve de l'application des dispositions de l'article 12.2 ci-dessous, même dans le cas où l'Équipement est hors d'usage pour quelque cause et durée que ce soient. L'arrêt de l'utilisation de l'Équipement ou le retard dans sa mise en service quelle qu'en soit la cause, ne peut entraîner vis-à-vis du Loueur la suspension ou la résiliation du Contrat, ni justifier d'une réduction du loyer ou du versement d'une indemnité.

8.5. Tous équipements, pièces ou accessoires incorporés à l'Équipement en cours de location en remplacement de pièces défectueuses, deviennent immédiatement et de plein droit la propriété du Loueur sans qu'aucun remboursement ou indemnité ne puisse être réclamé par le Locataire.

8.6. Le Loueur, ou toute autre personne désignée par lui, a toujours la possibilité pendant la durée de la location, à l'occasion ou après sa résiliation ou résolution judiciaire d'effectuer toute inspection et vérification de l'état et de l'usage de l'Équipement. Il peut toujours contrôler l'exécution de toutes réparations ou incorporations de pièces. Toute modification importante dans les conditions d'utilisation doit être soumise préalablement à l'approbation expresse du Loueur. Le Locataire doit aviser le Loueur dès constatation de toute déterioration, avarie ou destruction de l'Équipement et de tout accident causé à, ou par, celui-ci, sous peine de devoir supporter toutes les conséquences dommageables de ce retard. Le Locataire s'interdit de modifier ou d'ouvrir l'Équipement sans l'accord préalable et écrit du Loueur.

Article 9 – Evolution

9.1. Le Locataire pourra, avec l'accord préalable et écrit du Loueur et si la modification est d'une valeur d'achat supérieure à 300 € Hors Taxes pour les matériels de type PC et d'une valeur supérieure à 1.000 € Hors Taxes pour les autres matériels, apporter des reconfigurations et adjonctions à l'Équipement, à condition toutefois que ces reconfigurations ou adjonctions ne perturbent pas le fonctionnement et la maintenance normale de l'Équipement, ne créent aucun risque quant à la sécurité et ne réduisent pas la valeur de l'Équipement de quelque manière que ce soit. Avant la restitution de l'Équipement, sauf avis contraire écrit du Loueur, le Locataire devra remettre l'Équipement dans son état antérieur et réparer tout dommage qui en résulte. A défaut, la propriété de toute pièce remplacée, de tout accessoire incorporé ou toute adjonction dans l'Équipement, au cours de la location sera acquise aussitôt au Loueur, sans récompense ni indemnité au profit du Locataire ou de tiers.

9.2. Le Locataire pourra à tout moment pendant la durée du contrat, demander au Loueur de faire évoluer l'Équipement. Les modalités de mise à disposition de cette évolution seront mutuellement convenues entre les parties et donneront lieu à la signature d'un nouveau contrat de location aux conditions suivantes :

- accord du Comité des Engagements sur ce nouveau contrat. Cet accord ne sera pas refusé pour des motifs déraisonnables ;
- la nouvelle Durée Initiale de Location est au minimum égale à celle des contrats d'origine ;
- le nouveau loyer est au minimum égal à la somme des loyers des contrats d'origine.

Article 10 – Déplacement de l'Équipement

10.1. Tout déplacement de l'Équipement hors du lieu d'installation précisé dans les Conditions Particulières concernées doit être autorisé préalablement et par écrit par le Loueur et effectué conformément aux instructions du Fournisseur.

10.2. Toutefois, s'agissant de matériel de type PC, le Locataire est autorisé à déplacer l'Équipement loué sous réserve d'informer le Loueur de ces déplacements. Les déplacements de l'Équipement ne modifient en rien l'obligation du Locataire de régler les loyers dus au titre du Contrat.

Tout déplacement devra s'effectuer aux frais et sous la seule responsabilité du Locataire vers un établissement du Locataire situé en France métropolitaine dont une liste sera fournie au Loueur. Le Locataire fournira au Loueur lors de ces déplacements la date de mouvement et les coordonnées du nouveau site d'accès. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux matériels portables qui peuvent être immédiatement déplacés sous l'entière responsabilité du Locataire, en France métropolitaine ou à l'intérieur de l'Union Européenne, le site de rattachement de l'Équipement étant réputé le siège social du Locataire ou le lieu indiqué dans les Conditions Particulières.

Article 11 – Propriété de l'Équipement

11.1. Le Locataire ne possède pas les propriétés ou ont le droit de disposer de l'Équipement. Aucune clause du Contrat ne pourra être interprétée comme transférant au Locataire ou à toute autre partie le droit de propriété ou tout autre droit du Loueur, ou de ses ayants-droits, sur l'Équipement à l'exception des droits inhérents à la qualité de Locataire.

11.2. Toute cession de l'Équipement par le Locataire, à titre onéreux ou à titre gratuit, et toute affectation en garantie de l'Équipement sont interdites. La sous-locaison et toute cession des droits résultant pour le Locataire du Contrat sont subordonnées à l'autorisation préalable et écrite du Loueur.

11.3. En cas de tentative de saisie de l'Équipement, le Locataire doit en aviser immédiatement le Loueur, éviter toutes protestations et prendre toutes mesures pour faire reconnaître les droits, notamment de propriété, du Loueur. Si la saisie a eu lieu, il doit faire diligence, à ses frais, pour en obtenir la mallevée.

11.4. En cas de cession ou de nantissement de son fonds de commerce, le Locataire doit prendre toutes dispositions nécessaires et faire diligence pour que l'Équipement ne soit pas compris dans la cession ou le nantissement, et pour que le droit de propriété du Loueur sur l'Équipement soit porté en temps utile à la connaissance du cessionnaire ou du créancier nantissant.

11.5. Dans le cas où l'Équipement est placé dans un local ne lui appartenant pas, le Locataire, préalablement à l'installation de l'Équipement, s'engage à informer par écrit le propriétaire des locaux des droits du Loueur et à adresser, à brief délai, tout justificatif à ce dernier.

11.6. Le Loueur pourra, à tout moment, faire apposer sur une pièce essentielle et visible de l'Équipement des plaques ou autres systèmes d'identification indélébiles indiquant que ledit Équipement est la propriété du Loueur ou de ses ayants-droits. Le Locataire devra faire apposer ces plaques ou moyens d'identification ne soient pas cachés, altérés ou enlevés.

11.7. Le Contrat ne peut pas être interprété comme transférant un quelconque droit de propriété ou tout autre droit au Locataire sur les éventuels produits sous licence. Il incombe au Locataire d'obtenir toute licence avant l'utilisation des produits sous licence. Le Locataire s'engage à considérer les produits sous licence comme des informations confidentielles du propriétaire, à observer les restrictions de droits d'auteur, et à ne pas reproduire, ni vendre les produits sous licence.

Article 12 – Garantie, Responsabilité

12.1. Il est rappelé que le Loueur n'est ni le constructeur ni le concepteur de l'Équipement. En conséquence, le Loueur ne saurait en aucun cas être responsable des dommages résultant d'un vice de construction ou de conception. Au cas où sa responsabilité serait engagée, le Loueur ne répondra que des conséquences de sa faute ou intentionnelle et ne sera en aucun cas responsable des dommages indirects ou des pertes financières en résultant.

12.2. Le Locataire est subrogé dans tous les droits du Loueur pour toutes actions contre le Fournisseur ou le concepteur et devra en informer immédiatement le Loueur. Si nonobstant les dispositions qui précèdent, le Contrat était déclaré caduc, résilié ou résilié par suite ou à l'occasion de l'annulation, la résolution ou la résiliation du contrat de vente de l'Équipement, ou du contrat de location, notamment en raison d'un manquement du Fournisseur à ses obligations, le Locataire sera solidialement et irrévocablement tenu avec le Fournisseur vis-à-vis du Loueur ou de son cessionnaire, du remboursement de la totalité des sommes versées par le Loueur au Fournisseur au titre de l'acquisition de l'Équipement et de l'exécution des obligations dont le Fournisseur, ses ayants cause ou ayants droit seraient ou viendraient à être redevables à l'égard du Loueur.

Article 13 – Responsabilité civile, Dommages à l'Équipement

a) Responsabilité civile, assurances

13.1. A partir de la livraison de l'Équipement et jusqu'à sa restitution au Loueur, le Locataire, en sa qualité de gardien et d'utilisateur de l'Équipement, répond en toutes circonstances vis-à-vis du Loueur et/ou de tous tiers de tous dommages causés à leur personne comme à leurs biens du fait de l'Équipement, même si le dommage est dû à un vice de construction ou à un défaut de montage. Le Locataire s'engage à indemniser et à garantir le Loueur ou ses ayants-droits contre tous frais, action, dommage, et responsabilité résultant du choix de l'Équipement, de sa possession, de son utilisation, de sa maintenance ou de son contrôle par le Locataire.

SB

ARTICLE 2 : LIEU D'INSTALLATION

17 ROUTE DE BOUZE 21420 SAVIGNY LES BEAUNE

ARTICLE 3 : DUREE ET LOYERS DE LA LOCATION

Durée de Location : 60 mois à compter de la date de signature du procès-verbal de réception

Nombre de loyers : 60	Montant en € H.T. : 68 €
Mensuel X	Trimestriel
Règlement terme à échoir par prélèvements automatiques SEPA	

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

dr 60% de maintenance

Le Locataire déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales et des Conditions Particulières du présent Contrat, qu'il approuve par sa signature ci-dessous.

FAIT EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

LE LOUEUR

Fait à : Dr Etienne

Le : 30/07/18

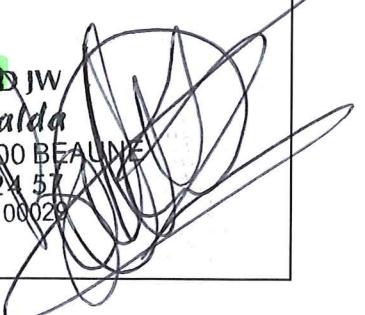
Signature et cachet commercial (*)
SNC MCEMENT
Immeuble «Le Delta»
1 Allée de l'Electronique
42000 SAINT-ETIENNE
Tél. 04 77 49 32 70 - Fax 04 77 33 37 18

LE LOCATAIRE

Fait à : Beaune

Le : 30/07/18

Signature et cachet commercial (*)
EURL BERTRAND JW
La Tavola Calda
20 Rue Poterne - 21200 BEAUNE
Tél. 03 80 24 24 57
Siret 794 483 388 00029



(*) Nom & Qualité du signataire et copie pièce d'identité

Conditions Générales de Location

13.2. Le Locataire s'engage à souscrire pendant la durée de la location une police garantissant sa responsabilité civile de gardien utilisateur de l'Équipement pris en location avec abandon de recours contre le Locataire ou ses ayants-droit. Il s'engage à obtenir de ses assureurs que le Locataire, ou l'Établissement Cessionnaire le cas échéant, bénéfice de la qualité d'assuré additionnel en tant que propriétaire de l'Équipement. Il doit adresser au Locataire à première demande de ce dernier une attestation justificative de son assureur. La police souscrite par le Locataire devra comporter l'engagement des assureurs de :

- règlement au loueur seul des indemnités,
- renoncer à tout recours contre le Locataire,
- renoncer à opposer au Locataire les causes de déchéances ou de réduction proportionnelle d'indemnité,
- notifier au Locataire, avec préavis d'un mois, toute annulation, résiliation, suspension ou réduction des garanties,
- notifier au Locateur tout retard dans le paiement des primes.

b) Responsabilités en cas de dommages et perte de l'Équipement

13.3. A partir de la livraison de l'Équipement et jusqu'à sa restitution au Locateur, le Locataire est et demeure responsable de tous les risques de vol, de détérioration et/ou de destruction partielle ou totale de l'Équipement, quelle que soit la cause du dommage, même s'il s'agit d'un cas fortuit ou de force majeure.

c) Sinistres

13.4. Dans tous les cas de sinistres, le Locataire s'engage à en informer le Locateur dès que possible et au plus tard dans les deux (2) semaines à compter de la survenance du sinistre, par lettre recommandée avec Avis de réception, et à le tenir informé de la suite donnée par son assureur à ce sinistre jusqu'à son complet règlement.

13.5. En cas de sinistre partiel, le Locataire doit remettre l'Équipement en état à ses frais et continuer à payer régulièrement ses loyers.

Dès justification de cette remise en état, au vu des factures de réparation acquittées, le Locateur remboursera au Locataire le montant des indemnités reçues des compagnies d'assurances en opérant le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui déverser.

13.6. En cas de sinistre total ou considéré comme tel par l'expert, le Locataire doit :

- soit remplacer à l'identique et à ses frais l'Équipement, c'est à dire remplacer l'Équipement d'origine par un Équipement ayant les mêmes performances et le Locataire s'engage à signer un avenant constatant la substitution du matériel et le transfert de la propriété du nouveau matériel au Locateur. Le Locateur remboursera au Locataire le montant des indemnités reçues des compagnies d'assurances en opérant le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourra lui déverser.
- soit demander la résiliation du Contrat et verser au Locateur une indemnité égale aux loyers échus impayés TTC et à la totalité des loyers HT restant dus au moment du sinistre, majorée de la valeur financière de l'Équipement dans les livres du Locateur, augmentée des frais de trésorerie éventuellement subis par le Locateur et sous réserve de la réception de l'indemnité ci-dessus, le Locateur versera au Locataire l'indemnité perdue de la compagnie d'assurance après avoir opéré le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourra lui déverser. La résiliation ne pourra prendre effet qu'à compter de la date de règlement de ladite indemnité. Dans ce dernier cas, le Locataire sera dégagé de son obligation de restitution de l'Équipement sinistré.

Les conséquences de toute franchise, insuffisance de garantie ou d'absence d'indemnité, quelle qu'en soit la cause, seront à la charge du seul Locataire qui en devra, le cas échéant, garantir au Locateur.

13.7. En cas de sinistre, soit total, soit partiel non couvert par la police du Locataire, ce dernier s'engage à réparer le préjudice subi par le Locateur du fait de la détérioration, du vol, de la perte de l'Équipement et, le cas échéant, de la réparation consécutive de la location. A cet effet, il doit assurer à ses frais la remise en état de l'Équipement si l'Équipement peut être réparé, ou, par dérogation à l'article 1722 du Code civil, acquérir à ses frais exclusifs mais au nom et pour le compte du Locateur, un Équipement neuf de même type que celui sinistré, s'il n'est plus fabriqué, un Équipement neuf de performances équivalentes. Si la location devait être résiliée à la suite du sinistre total, la location du nouvel Équipement fera l'objet d'un nouveau contrat de location conclu dès à présent et irrévocablement aux mêmes conditions que celles du Contrat résilié. La nouvelle location prendra effet à la date de résiliation du précédent contrat, pour une durée égale à celle restant à courir au titre du contrat résilié. A défaut d'exécution, pour quelque cause que ce soit, de ses obligations dans un délai de trois (3) mois à compter du jour du sinistre, le Locataire est, de plein droit, redéposable envers le Locateur des sommes définies à l'article 14.4 ci-dessous.

Article 14 – Résiliation

a) Résiliation par le Locataire avant la Date d'Effet de la location

14.1. Si, après la signature du Contrat par les deux (2) parties, le Locataire la révise avant la Date d'Effet de la Location, il sera redéposable envers le Locateur d'une indemnité d'annulation aux fins de compensation de l'immobilisation de l'engagement du Locateur de mettre l'Équipement à sa disposition, égale à six mois de loyer H.T. prévus aux Conditions Particularisées (en cas de loyers progressifs ou dégressifs, le loyer moyen sur la période de location sera retenu). Cette indemnité sera augmentée des taxes en vigueur. De plus le Locataire devra rembourser au Locateur toutes les sommes déjà versées au Fournisseur pour l'achat de l'Équipement majorées des intérêts calculés au taux de 1,5% par mois, ou prendre en charge le paiement de toutes sommes non encore payées dues par le Locateur au Fournisseur pour l'achat de l'Équipement. L'annulation ne sera reconnue effective qu'à la date de règlement des sommes dues.

14.2. Cette faculté de résiliation est exclue pour les contrats se substituant à un/des contrat(s) antérieur(s) ou pour les avenants au Contrat existant.

b) Résiliation en cours de Contrat

14.3. Le Contrat peut être résilié de plein droit par le Locateur, sans aucune formalité judiciaire :

(i) huit (8) jours après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec Avis de Réception, en cas de non exécution par le Locataire d'une seule de ses obligations légales ou contractuelles, ou bien en cas de non paiement à échéance d'un seul terme de loyer. Toutes offres de payer ou d'exécuter ses obligations ultérieurement à l'expiration du délai précité ne sauront priver le Locateur du droit d'exiger la résiliation encourue ;

(ii) sans mise en demeure préalable, par simple courrier recommandé adressé avec Avis de Réception, en cas de détérioration financière du Locataire pouvant raisonnablement faire craindre au Locateur un défaut d'exécution de ses obligations par le Locataire si ce dernier n'est pas en mesure, ou refuse, de fournir au Locateur les garanties supplémentaires que celui-ci lui demandera ;

(iii) sans mise en demeure préalable, par simple courrier adressé en recommandé avec Avis de Réception, en cas de diminution des garanties et sûretés, en cas de liquidation amiable, cession amiable ou forcée de son fonds de commerce par le Locataire, dévolution de son patrimoine par succession, en cas de redressement ou liquidation judiciaire, selon les modalités prévues à l'article L 622-13 du code de commerce. L'exécution par le Locataire des ses obligations contractuelles ainsi que le paiement régulier des loyers ne sauront priver le Locateur du droit d'exiger la résiliation encourue.

14.4. Dans l'éventualité où des cas prévus à l'article 14.3 ci-dessus, le Locataire doit immédiatement verser au Locateur, sans mise en demeure préalable, toutes les sommes dues à la date de la résiliation, une somme égale hors taxe au solde des loyers hors taxe dus jusqu'au terme contractuel de la location, éventuellement majorée de tous frais et honoraires, même non répétibles, taxes et intérêts légaux et des frais éventuels de remise en état, de démontage, d'emballage et d'expédition de l'Équipement restitué. L'Équipement et ses accessoires devront immédiatement être remis en bon état au Locateur à l'endroit déterminé par lui et aux conditions définies à l'article 15 ; au besoin le Locataire autorisé dès à présent le Locateur à pénétrer dans les locaux où se trouvent les biens loués, afin de récupérer ceux-ci. Les dispositions ci-dessus relatives à la résiliation ne peuvent être interprétées comme une renonciation du Locateur à exiger en lieu et place de ladite résiliation l'exécution forcée du Contrat jusqu'à son terme.

14.5. Pour assurer la bonne exécution du Contrat et des Conditions Particularisées, le Locataire doit en outre payer une indemnité égale hors taxe à dix (10) % du montant de la somme due par application de l'article 14.4 ci-dessous.

14.6. Dans l'hypothèse où pour répondre aux besoins d'investissement du Locataire, divers Équipements ont fait l'objet de contrats de location distincts, il est expressément créé entre eux, par la volonté des parties, un lien d'indissolubilité de telle sorte que notamment la résiliation de l'un quelconque des contrats, pour quelque motif que ce soit, entraîne, si bon semble au Locateur, la résiliation de tous les autres contrats, avec application des articles 14.4 et 14.5.

c) Résiliation en fin de Contrat et cas assimilés

14.7. Chacune des parties est tenue de notifier son intention de mettre fin au Contrat au terme de la Durée Initiale de location prévue aux Conditions Particularisées par lettre recommandée avec Avis de Réception et ce neuf (9) mois au moins avant l'arrivée du terme de la Durée Initiale de location, à charge pour le Locataire de restituer l'Équipement au terme du Contrat. Dans le cas contraire, au-delà de cette durée, le Contrat est prolongé par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an aux mêmes conditions et sur la base du dernier loyer (en cas de loyers variables, le loyer périodique linéaire moyen pondéré sera retenu), le préavis étant dans ce cas ramené à six (6) mois avant l'expiration de chaque période annuelle de reconduction en cours.

14.8. Dans tous les cas où le Locataire ne restituera pas l'Équipement objet du Contrat dans un délai de cinq (5) jours à compter de la résiliation du Contrat alors même qu'il aurait réélu ledit Contrat dans les formes et délais requis, le Contrat sera de plein droit considéré comme conventionnellement prorogé pour une période de six (6) mois minimum et ainsi de suite de semestre en semestre, aux mêmes conditions et au même loyer que mentionné ci-dessus (dernier loyer ou loyer linéaire moyen pondéré).

Les dispositions de l'article 6 relatives aux loyers, notamment quant à la date d'éligibilité, au recouvrement, aux modalités de paiement et aux indemnités de retard conventionnelles au taux de 1,5% par mois sont applicables dans leur intégralité.

Article 15 – Restitution de l'Équipement

15.1. A la fin de la location, ou en cas de résiliation du Contrat, le Locataire doit immédiatement restituer l'Équipement complet, y compris câbles, manuels et autres accessoires, en bon état d'entretien et de fonctionnement suivant les standards du Fournisseur au siège social du Locateur ou à l'adresse indiquée par celui-ci. Tous les frais afférents au démontage, à la déconnection, à l'emballage, à l'enlèvement et/ou au transport de l'Équipement en retour, sont à la charge exclusive du Locataire, qui demeure tenu des obligations de garde et d'assurance ci-dessus mentionnées jusqu'à restitution effective de l'Équipement au Locateur.

15.2. Pour que l'Équipement éligible à l'émission par le Fournisseur d'une lettre de qualification type MSQ letter d'IBM, le Locataire s'engage à fournir au Locateur à la date de restitution une lettre du Fournisseur certifiant que l'Équipement est qualifié pour le contrat de maintenance du Fournisseur et à prendre en charge tous les frais de réparation et/ou de mise à niveau technique requis par le Fournisseur pour la prise d'effet d'une maintenance nouvelle. Les termes et conditions du Contrat resteront en vigueur pour l'Équipement concerné jusqu'à l'obtention d'une telle re-certification. Pour l'Équipement non éligible à la qualification de maintenance du Fournisseur, le Locataire prendra en charge, ou, selon le cas, remboursera au Locateur sur présentation des justificatifs, les frais éventuels de tests et de remise en état de l'Équipement. Si ces frais s'avèrent supérieurs à la valeur marchée de l'Équipement restitué, le Locataire paiera au Locateur une indemnité égale au montant de cette valeur marchée établie sur la base des valeurs publiées par au moins trois (3) organismes indépendants.

15.3. Dans le cas où le Locataire refuserait de restituer l'Équipement, il suffirait pour l'y contraindre d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce ou de Grande Instance de Nanterre sur simple requête ou référé.

Article 16 – Cession - Délégation - Nantissement

16.1. Le Locataire reconnaît que le Locateur l'a tenu informé de l'éventualité d'une cession, d'un nantissement, d'une délégation ou d'une subrogation en tout ou en partie dans les droits et obligations découlant du Contrat (ci-après nommée « l'Opération ») au profit d'un Etablissement Cessionnaire avec possibilité pour ce dernier de le rétrocéder au Locateur, cette Opération pouvant être définitive ou temporaire. Dans l'hypothèse d'une telle cession, le Locataire consent dès à présent et sans réserve à une telle Opération et s'engage à signer à la première demande du Locateur et dans les cinq (5) jours, tout document nécessaire à la régularisation juridique et administrative de l'Opération concernée. Cette Opération pourra, le cas échéant, lui être signifiée dans son ensemble, par lettre recommandée avec Avis de réception ou par l'envoi d'une facture par le Locateur (le nom du cessionnaire du Contrat étant celui mentionné par l'émetteur de la facture).

16.2. A compter de la date de l'Opération, le Locataire se trouvera de plein droit obligé envers l'Etablissement Cessionnaire – qui est substitué à ATLANCE FRANCE comme Locateur de l'Équipement à compter de la date de cession et vice-versa en cas de rétrocéSSION - pour le paiement de toutes sommes dues au titre du Contrat et le respect de toutes ses obligations de Locataire. A ce titre, il ne pourra faire de compensation, de déduction, ou de demande reconventionnelle en raison de droits de créances d'exception, qu'il pourra faire valoir contre le Locateur. De plus, l'Etablissement Cessionnaire n'ayant participé ni au choix du Fournisseur, ni à celui de l'Équipement, ni à la définition de sa configuration, le Locataire renonce à tout recours à l'encontre de l'Etablissement Cessionnaire du fait de la construction, de la livraison, du fonctionnement ou de l'installation de l'Équipement. Le mandat de prélevement SEPA visé à l'article 6.4 sera établi en faveur de l'Etablissement Cessionnaire. Les accords établis entre le Locateur et le Locataire en dehors du cadre du Contrat ne sont pas opposables à l'Etablissement Cessionnaire. A l'inverse, les accords conclus entre le Locataire et l'Etablissement Cessionnaire susceptibles de porter atteinte aux droits actuels ou futurs du Locateur, ne sont pas davantage opposables à ce dernier.

16.3. Dans le cas où le Locateur donnerait l'Équipement loué en gage au profit de tiers, le Locataire reconnaît et accepte expressément être considéré tiers détenteur du gage représenté par l'Équipement loué, et ce pour le compte du bénéficiaire du gage.

16.4. Il est convenu que l'Opération ne modifie en rien les engagements pris à l'égard du Locataire par le Locateur qui conserve ses

responsabilités et obligations, telles qu'elles découlent des articles 9.2 et 13.4 du Contrat. Toutefois, toute modification du Contrat devra faire l'objet d'un avenant signé entre le Locataire et le Locateur et dûment accepté par l'Etablissement Cessionnaire.

Article 17 – Taxes et frais

17.1. Tous les frais et taxes dus en raison de la location, de l'utilisation ou de la restitution de l'Équipement et plus généralement d'exécution des présentes, y compris ceux dont le Locateur est le détenteur légal, sont à la charge entière et exclusive du Locataire, de telle sorte que les loyers hors taxes convenus soient portés par le Locateur nets de tous frais, taxes et impôts. En particulier, les sommes dues au titre des articles 14 et 15 sont majorées des taxes applicables. Il en sera notamment ainsi pour ce qui concerne la Taxe Professionnelle au sens de l'article 1447 et suivants du Code Général des Impôts ou toute autre taxe qui la remplacerait, lorsque le Locateur sera assujetti à son paiement en raison de la qualité du Locataire.

17.2. Le montant des taxes réglées par le Locateur est facturé au Locataire et acquitté par lui dès réception du relevé récapitulatif. Il peut demander au Locataire de le courrir du montant estimé dudit relevé.

Article 18 – Election de domicile, compétence

18.1. Pour l'exécution du Contrat, les parties font élection de domicile au siège de leur société ou domicile principal respectif.

18.2. TOUS LITIGES AUXQUELS PEUT DONNER LIEU L'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DU LOUER ET DU LOCATAIRE SONT DE LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE DES TRIBUNAUX DU SIEGE SOCIAL DU LOUER OU DU BAILLEUR CESSIONNAIRE.

18.3. Le Locataire et ses ayent-droit sont soumis au droit français.

19 – INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Le Locataire est informé que le Locateur est susceptible de recueillir certaines informations à caractère personnel afin d'être en mesure d'exécuter le Contrat et d'effectuer le suivi de la relation client, tels que notamment, numéro de téléphone et adresse de courrier électronique des collaborateurs du Locataire impliqués directement ou indirectement dans la gestion ou l'exécution du Contrat. Ces données sont exclusivement destinées aux personnes du Locateur et/ou de l'Etablissement Cessionnaire, ainsi qu'à nos sociétés de leur groupe le cas échéant, ayant besoin d'en connaître.

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, le Locataire bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations le concernant, qui peut être exercé en s'adressant au siège social du Locateur (à l'attention de la Direction de la relation Client) et, le cas échéant, au siège social de l'Etablissement Cessionnaire (en cas d'application de l'article 16 des présentes Conditions Générales). Le Locataire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

Article 19 – Dispositions diverses

20.1. Les dispositions du Contrat constituent l'intégralité des engagements pris réciproquement par les parties.

20.2. Il est expressément convenu entre les parties, que si une clause du Contrat était nulle ou sans objet, elle serait réputée non écrite et non entraînerait pas la nullité des autres dispositions.

20.3. Les titres des clauses du Contrat n'ont qu'une valeur classificatoire, en cas de contradiction entre les titres et leur contenu, le contenu fera foi.

20.4. Sans préjudice des dispositions de l'article 13.3 des présentes Conditions Générales, aucune des parties ne saurait être tenue pour responsable de retard ou de manquement à ses obligations si ledit retard ou manquement était dû à un événement de force majeure tel que, sans que cette liste soit exhaustive, le blocage des moyens de transport, de télécommunication ou d'approvisionnement, pour quelque raison que ce soit, le tremblement de terre, l'incendie, la tempête, l'inondation, les grèves totales ou partielles, l'absence de fourniture d'énergie électrique, etc.

20.5. Chaque partie s'engage à garder strictement confidentiels le Contrat et les informations et documents qui lui auront été présentés comme tels par l'autre partie, étant entendu que toute information tombée dans le domaine public ou obtenue indépendamment de l'exécution du Contrat ne peut être considérée comme confidentielle. Le Locateur est autorisé à transmettre le Contrat à l'Etablissement Cessionnaire sans que cela ne constitue un manquement à la présente clause.

20.6. Du fait notamment de la réalisation de l'opération auprès d'établissements bancaires, certaines obligations dont celle de la conformité, obligent le Locateur à recueillir auprès du Locataire, lors de la signature du Contrat et de toutes Conditions Particularisées ou avenants ultérieurs y afférents, tous les justificatifs attestant des pouvoirs du signataire du Locataire et de son identité (pouvoir du Conseil d'Administration, copie de la pièce d'identité du signataire, etc.). Le Locataire s'engage, en conséquence, à lui remettre tous les documents nécessaires à ce titre.

EN FOI QUOI, les parties ont conclu le Contrat et chacune d'elles affirme et garantit que la personne dont la signature figure ci-dessous est, à la date du Contrat dûment habilitée à signer ce dernier pour la société concernée suivant les procédures en vigueur.

AM